

# Histoire Engagée

---

**Un réseau international d'archives queer**

David Vaillant

1 mai 2025

---

Par David Vaillant, étudiant au baccalauréat en histoire à l'Université de Montréal

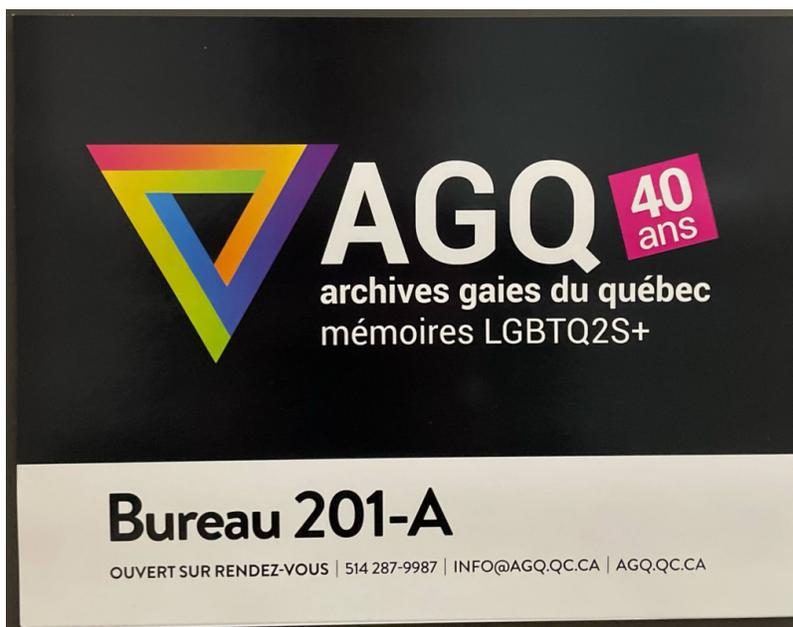


Photo prise par David Vaillant

In its unorthodox archives, trauma resembles gay and lesbian cultures, which have had to struggle to preserve their histories. In the face of institutional neglect, along with erased and invisible histories, gay and lesbian archives have been formed through grassroots efforts. [...] Forged around sexuality and intimacy, and hence forms of privacy and invisibility that are both chosen and enforced, gay and lesbian cultures often leave ephemeral and unusual traces<sup>1</sup>.

Ainsi s'exprime Ann Cvetkovich dans l'introduction de son livre *An Archive of Feelings : Trauma, Sexuality, and Lesbian Public Cultures*. Archiver les vies des personnes issues des minorités sexuelles a rarement été une priorité. Cela a toujours été un combat et ce l'est encore. Le manque d'appui institutionnel et de financement ainsi que les défis inhérents à ces sources (apparente subjectivité, partialité, fragmentation, manque de contexte, etc.) constituent des réalités auxquelles doivent faire face les organisations depuis plusieurs décennies. Ce sont ces « efforts militants de la base<sup>2</sup> » qui constituent le fondement d'une archivistique et d'une histoire des minorités sexuelles, mais ce sont aussi ces efforts qui ont empêché le développement de vastes réseaux organisés d'archives et de bibliothèques *queer*, au Québec et partout dans le monde. Le militantisme politique n'a pas toujours été garant d'unité et de collaboration<sup>3</sup>.

Cette situation pourrait toutefois changer puisqu'un collectif français investit les milieux intellectuels et crée des liens à l'international, dans le but de favoriser la conservation et la diffusion des archives des minorités sexuelles. Depuis peu, cette initiative touche également le Québec. Quel est donc ce nouveau réseau? Comment le Québec s'y inscrit-il? Quels sont les espoirs et les perspectives pour l'histoire *queer*? En s'appuyant sur mon expérience personnelle comme bénévole aux Archives gaies du Québec (AGQ), sur celles de membres du projet et sur la littérature scientifique, cet article vise à présenter le réseau Big Tata, encore méconnu, à la communauté de chercheurs.ses en histoire, ainsi qu'à réfléchir à sa place dans le spectre déjà complexe des archives LGBTQIA+<sup>4</sup>.

### **Big Tata : rassemblement francophone d'archives *queer***

Le réseau Big Tata, qui se décrit lui-même comme «le premier réseau des Bibliothèques et Centres d'archives LGBTQIA+<sup>5</sup>», est un projet tout récent, rassemblant des documents liés à la communauté LGBTQIA+ dans quelques pays de la francophonie. Big Tata naît en avril 2021 en France, de la collaboration entre plusieurs organismes visant la conservation et la transmission des mémoires LGBTQIA+, notamment les associations *Mémoire des sexualités* (Marseille) et *Mémoires minoritaires* (Lyon). Le regroupement prône un travail collaboratif entre les différents groupes qui souhaitent le rejoindre. Il favorise l'accès, à travers une plateforme numérique, à des livres, des études, des mémoires, des thèses et des archives. De plus, les organismes membres conservent la propriété de leurs documents : «Eux seuls définissent indépendamment les modes d'accès, de référencement et de valorisation<sup>6</sup>.»

Le réseau compte présentement 19 organismes affiliés : 17 en France, un en Suisse et un au Québec<sup>7</sup>. Big Tata cherche constamment à agrandir son réseau, afin de créer de vastes communautés d'échanges et de recherche. En plus de supporter un catalogue collectif de documentation, Big Tata organise divers événements et fait preuve de militantisme, notamment à l'occasion de manifestations lors des élections législatives françaises de 2024<sup>8</sup>. Big Tata a également organisé en juin 2023 et en mai 2024 les *Rencontres Big Tata*, des rassemblements militants, intellectuels et artistiques *queer*, tous deux en France.

### **Les Archives Gaies du Québec : participation québécoise à un**

## projet international

J'ai pris connaissance de l'existence du projet Big Tata par mon implication bénévole aux Archives gaies du Québec (AGQ). En effet, à l'été 2024, j'ai rejoint l'équipe des AGQ afin de les aider dans le projet de catalogage sur la plateforme Koha, pour le collectif Big Tata. Les informations qui suivent proviennent en grande partie de ma propre expérience comme bénévole, mais aussi d'une entrevue téléphonique conduite avec Simone Beaudry-Pilotte, archiviste aux AGQ<sup>9</sup>.

Dès la fin de l'année 2022, l'idée de rejoindre le collectif Big Tata germe dans l'esprit des AGQ. C'est une chercheuse française, venue explorer les archives à Montréal, qui discute de ce réseau avec l'organisation québécoise. Dès lors, la possibilité semble alléchante puisque les occasions de travailler avec d'autres centres d'archives LGBTQIA+ sont extrêmement rares. Cette collaboration permet également une plus grande visibilité des archives auprès d'un public international, car le catalogue des AGQ est accessible à une communauté plus restreinte. C'est Clémence Harter, archiviste adjointe, qui prend initialement la responsabilité du projet. Les discussions à l'interne abondent, la proposition est soumise au conseil d'administration et l'engouement se fait sentir. Au début de l'année 2023, le travail d'inventaire commence officiellement. C'est aussi à ce moment que le partenariat avec le réseau Big Tata est officialisé; un contrat est signé entre les deux organismes. Le catalogage en ligne débute à l'été 2023, alors que quelques personnes bénévoles sont formées et commencent à contribuer au projet. Celui-ci avance cependant lentement, faute de ressources humaines et financières. En 2024, Bibliothèque et Archives Canada accorde aux AGQ une subvention importante pour la gestion du projet, ce qui permet d'accélérer et de systématiser le travail. C'est dans ce contexte que mon implication bénévole débute. Mathieu Allard est alors nommé chargé de projet pour le catalogage en ligne des collections. Malgré tous les efforts déployés depuis deux ans, le travail se poursuit et sera complété dans les prochaines années.

Si les AGQ sont enthousiastes envers ce projet, c'est aussi parce qu'il permet de mettre à jour le catalogage interne, particulièrement pour les périodiques. Ces documents sont priorisés en raison de leur consultation fréquente par les chercheurs<sup>10</sup>. L'adhésion à Big Tata provoque une accélération de la révision des collections. Des problèmes observés depuis plusieurs années doivent être réglés rapidement, une révision du catalogage et de l'indexation a donc été entreprise entre janvier et octobre 2023<sup>11</sup>. Ce processus est très utile, non

seulement pour l'intégration au catalogue en ligne, mais aussi pour les archivistes et les chercheurs.ses sur place. Au total, plus de 2000 archives ont été ajoutées au catalogue en ligne de Big Tata et le travail n'est pas encore terminé. Les répercussions restent encore à évaluer puisque l'information vient tout juste d'être partagée à la communauté des archives. Cependant, peu importe l'impact réel de l'adhésion, le processus aura permis aux AGQ de raffiner leur inventaire, leur indexation et leur catalogue interne, en plus d'encourager une collaboration internationale.

Pour les AGQ, il était primordial de présenter, par cette intégration, l'unicité des documents d'archives LGBTQIA+ québécois face aux archives européennes<sup>12</sup>. C'est une notion que l'organisation trouvait hautement importante, afin de ne pas diluer sa présence au sein d'un réseau qui lui ressemble par son identité *queer* mais dont elle diffère aussi grandement par sa particularité géographique.

## Nouvelles perspectives pour l'histoire *queer*

«Contrairement à d'autres minorités dites *visibles*, les homosexuels demeurent une minorité *invisible*, avec ses normes et ses enjeux.<sup>13</sup>» Bien qu'il fasse référence à une absence de reconnaissance sociale visuelle de l'homosexualité, Serge Fisette laisse ici planer une interrogation quant à l'invisibilisation historique des hommes homosexuels dans les archives. La rareté des archives est notable, mais l'invisibilisation aussi. Outre les mouvements politiques, sociaux et artistiques organisés au sein de la communauté, les archives témoignant de l'homosexualité se trouvent partout, mais restent bien souvent invisibles. Ross Higgins mentionne par ailleurs la faiblesse des corpus d'archives personnelles, la majorité des documents restant ceux d'organisations militantes<sup>14</sup>.

L'intégration des AGQ à un réseau international et à une plateforme centralisée en ligne peut permettre d'accroître la visibilité de l'institution, ce qui a plusieurs impacts positifs et laisse présager un nouveau paradigme en histoire *queer*. Cela permet d'abord d'augmenter la portion du public ayant connaissance de l'histoire des minorités sexuelles, accompagnant une historiographie *queer* émergente<sup>15</sup>. En effet, les ressources des AGQ sont peu accessibles et cette difficulté s'est fait sentir au cours des dernières années. Big Tata offre donc une solution quasi miraculeuse dans ce contexte : «Ce partenariat permet aux Archives gaies du Québec d'avoir dès aujourd'hui accès à un outil indispensable dans les centres de documentation : un catalogue en ligne, comme une bibliothèque. Avec ce catalogue, n'importe quelle personne avec une connexion internet, où qu'elle soit,

pourra faire une recherche en ligne et connaître quelles sont les précieuses ressources présentes aux AGQ<sup>16</sup>!» Cela ouvre également la possibilité d'une histoire *queer* transnationale, la recherche locale ayant désormais accès à une plus vaste quantité d'archives d'autres pays, qui peuvent être croisées entre elles.

Cette initiative peut aussi stimuler la recherche, les chercheurs.ses ayant plus facilement accès au répertoire d'archives des AGQ, et ce, de partout dans le monde. Finalement, elle peut inciter des personnes à venir déposer leurs archives aux AGQ, car plusieurs membres des communautés LGBTQIA+ ne savent pas nécessairement qu'ielles possèdent des archives ayant une valeur historique. En effet, un grand problème de l'étude sur les minorités sexuelles est l'aspect fragmentaire des sources, particulièrement avant le milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Les personnes homosexuelles de cette période ont elles-mêmes contribué à la destruction ou à l'inexistence d'archives documentaires sur le sujet, afin de se protéger; plusieurs documents (journaux intimes, correspondance, photographies) peuvent aussi être cachés dans des domiciles privés partout dans la province<sup>18</sup>. Puisque ces documents n'ont généralement pas leur place dans les centres d'archives «traditionnels», il est important pour un organisme issu de communautés marginalisées de promouvoir la valeur des archives personnelles et de créer un lieu (physique et symbolique) propice à leur réception.

Ce sont ces «ephemeral and unusual traces<sup>19</sup>» qu'il est fondamental de promouvoir. La visibilité publique des AGQ peut favoriser le don de nouveaux documents dans les centres de conservation et, de ce fait, élargir le champ de la recherche. Dans une entrevue de 2008, Ross Higgins, cofondateur des AGQ, présente la variété des chercheurs.ses faisant appel à leurs services : «On a servi de référence pour des cinéastes, des journalistes, des étudiants, des professeurs qui faisaient des recherches ou des gens qui en faisaient à titre personnel<sup>20</sup>.» L'institution se veut donc, dans ses fondements, un outil pour le plus grand nombre et Big Tata permet non seulement d'élargir le champ des chercheurs.ses en termes de parcours mais aussi en termes géographiques.

## **Big Tata : limites et pistes de réflexions pour le futur**

J'offre en terminant quelques réflexions sur les avenues futures que pourraient prendre le réseau Big Tata dans le but de s'étendre et de favoriser une recherche collective pérenne. Certaines de ces suggestions sont réalisables à court et moyen terme, alors que d'autres relèvent d'un travail de plus grande envergure.

Néanmoins, elles permettent toutes de repenser notre manière de faire de la recherche et les considérations qui animent le travail historique et archivistique, principalement.

Ce qui limite l'intégration des AGQ au sein du réseau Big Tata est avant tout son isolement géographique. En effet, sur 19 organismes associés au collectif, 17 sont français et les AGQ est le seul à œuvrer hors du continent européen. Cela nuit à la participation des AGQ aux événements (colloques, conférences, regroupements militants) organisés en Europe. Pour pallier ce problème, l'intégration d'autres organismes québécois pourrait favoriser l'émergence d'une plus grande communauté d'échange au sein des archives *queer* de la francophonie. Je pense notamment aux Archives lesbiennes du Québec ou encore à la Bibliothèque à livres ouverts, le « [seul centre de documentation spécialisé dans les questions reliées à la diversité sexuelle au Québec et l'un des plus importants de la Francophonie et au Canada<sup>21</sup>.] » Ross Higgins affirmait en 2008 que « [c'est seulement avec un peu d'interactions, au-delà des barrières entre les institutions, que ça peut évoluer [l'intérêt pour l'histoire *queer*], ] » suggérant aussi qu'un équivalent montréalais au Center for Lesbian and Gay Studies de New York serait un atout inestimable<sup>22</sup>. Le réseau Big Tata représente-t-il une opportunité de créer un tel centre, physique et/ou numérique, qui puisse stimuler une recherche commune sur les questions LGBTQIA+, et ce dans toutes les sciences humaines et dans toutes les régions du Québec ?

Tel que mentionné précédemment, le réseau reste encore relativement limité en termes de nombre de centres d'archives partenaires hors de la France. Dans le but de créer un réseau d'archives proprement francophone et réellement international, de « [faire résonner nos histoires transfrontalières<sup>23</sup>] », il serait pertinent d'inclure encore plus de pays de la francophonie, l'Organisation internationale de la francophonie comptant après tout 56 membres<sup>24</sup>. En ce moment, la « [francophonie] » présentée par Big Tata semble plutôt être une façade pour faire référence à l'Occident francophone. La représentation d'un plus grand nombre de pays de la francophonie pose encore certains défis, car dans plusieurs États, les minorités sexuelles sont encore victimes d'une répression légale, morale et sociale virulente<sup>25</sup>. Dans plusieurs de ces pays, notamment sur le continent africain, des groupes minoritaires académiques réussissent tout de même à faire de véritables études *queer*. « [...] against claims that homosexuality is 'un-African,' activists, artists, and intellectuals have attempted to produce archival evidence of same-sex acts in African pasts<sup>26</sup>. ] » Ainsi, bien que les

groupes européens soient présentement surreprésentés, il est tout à fait permis d'espérer que le réseau puisse un jour déborder hors de ce cadre occidentalocentriste.

Afin de compléter les perspectives de recherche en études *queer*, il serait tout à fait pertinent d'intégrer un centre d'histoire orale à ce réseau. En effet, pour plusieurs populations marginalisées, l'histoire orale peut s'avérer un moyen efficace de préserver la mémoire des communautés et des individus, tout en protégeant l'anonymat. Les personnes qui ne font pas partie de la majorité ont moins tendance à documenter leurs vies et leurs réalités, jugeant qu'elles ont moins de pertinence. Il faut donc solliciter ces récits extrêmement précieux auprès des individus eux-mêmes. Ross Higgins rappelle par ailleurs l'importance centrale de l'histoire orale dans le développement d'une connaissance historiographique des minorités sexuelles : «Ce qui est urgent, selon moi, c'est de faire des entrevues, parce que ce qui est sur papier n'est pas ce qu'on vit, ça ne reflète pas<sup>27</sup>.»

Ce lien avec l'histoire orale et les racines communes de l'histoire des groupes minoritaires soulève une autre question : pourquoi ne pas concevoir les archives *queer* dans une perspective intersectionnelle? Le nombre limité d'institutions liées aux communautés LGBTQIA+ au Québec nuit à la formation d'un vaste réseau québécois. À cet effet, ne serait-il pas pertinent d'inclure les archives et les centres de documentation d'autres communautés historiquement minorisées, qui peuvent vivre des réalités connexes, bien que non identiques? Le partage de connaissances, de méthodes et de pratiques peut amener la recherche et le travail ailleurs.

La dernière considération est celle de l'accès à ces ressources dans les milieux non académiques. Malgré l'intégration du numérique, le réseau Big Tata reste plus ou moins référentiel et académique. Une réelle démocratisation des archives est encore à déployer, principalement dû au manque de ressources humaines et financières. Pourtant, dans un monde idéal, ne serait-il pas pertinent de voir ces archives, qui portent en elles une histoire riche, publicisées sur les réseaux sociaux? Le numérique règle-t-il vraiment le problème de l'accessibilité? C'est un pas indéniable dans la bonne direction, en ce qui a trait à la distance géographique et aux difficultés organisationnelles d'accès aux archives. Cependant, pour tout ce qui relève des classes sociales, des groupes d'âges et des communautés visées, l'accessibilité est-elle réellement plus grande? Est-il possible d'atteindre un nouveau public, qui inclut les chercheurs.ses hors du

monde académique, mais aussi de jeunes élèves ou des cercles communautaires? Des efforts de médiation pour lier archives *queer* et grand public sont importants à déployer.

## Conclusion

«Intellectual production and activism meet at the archive<sup>28</sup>.» Cette citation de Keguro Macharia résume parfaitement le travail réalisé par Big Tata, qui réunit une panoplie de centres de documentation LGBTQIA+, certains plus institutionnels, d'autres plus militants, autour de la question centrale de l'archive et du document. Il s'agit donc en quelque sorte d'une résolution à la dualité – *a priori* difficile à concilier – entre la sphère académique et le militantisme politique. Le réseau apporte aussi une dimension internationale, amplifiant cette entreprise de collaboration. Les réseaux de ce type sont assez rares dans le monde archivistique. Les Archives Gaies du Québec intègrent ainsi Big Tata, dans l'intention de pouvoir diffuser plus facilement et plus largement leurs collections. Les possibilités abondent donc pour l'avenir de l'histoire et de l'archivistique *queer*, autant au Québec qu'en France, mais les questions abondent tout autant. Il s'agit d'une avancée à célébrer et dont la portée sera certainement à mesurer au courant des prochaines années! C'est la conclusion à laquelle arrivait Clémence Harter<sup>29</sup>, qui a introduit le projet aux AGQ, et c'est celle à laquelle j'arrive moi aussi.

## Remerciements

Je tiens à remercier Simone Beaudry-Pilotte et Mathieu Allard des AGQ pour leur aide lors de mon travail de bénévole et pour leurs réponses à mes questions lors de l'écriture de cet article. Je tiens également à remercier Catherine Larochelle, qui m'a donné l'idée d'écrire ce texte. Merci d'avoir cru que ma voix méritait d'être entendue.

1. Ann Cvetkovich, *An Archive of Feelings : Trauma, Sexuality, and Lesbian Public Cultures* (Durham : Duke University Press, 2003), 8. □□
2. Marie-Lise Drapeau-Bisson, «Amitié archivée : la documentation de l'intime comme stratégie de dernier recours dans la pratique biographique de France Théoret», *Recherches féministes* 35, 1-2 (2023) : 189. <https://doi.org/10.7202/1099918ar>. □□
3. Dans le cas québécois, l'exemple par excellence de ces militantismes disjoints est la création séparée, en 1983, de deux institutions : les Archives

lesbiennes du Québec et les Archives gaies du Québec. Ce sont les intérêts distincts des deux groupes, mais aussi la volonté de conserver une visibilité unique, qui alimentent cette séparation. Selon Ross Higgins, Montréal serait par ailleurs historiquement un centre du séparatisme lesbien. Voir : Line Chamberland et Catherine Garneau, «Entrevue avec Ross Higgins, anthropologue et cofondateur des Archives gaies du Québec», *Bulletin d'histoire politique* 16, 3 (2008) : 29. <https://doi.org/10.7202/1056169ar>. □□

4. Bien que les lettres exactes de l'acronyme varient souvent selon les auteurs.trices et les utilisations populaires, «LGBTQIA+» est l'appellation préférée pour ce texte puisque c'est celle qu'utilise le réseau Big Tata. Cela ne suppose pas pour autant que ces considérations d'inclusivité s'appliquent à l'auto-identification des minorités sexuelles dans les archives. De plus, le terme *queer* est utilisé dans ce texte comme vocabulaire englobant l'entièreté des minorités sexuelles et n'a aucune vocation péjorative. □□
5. Big Tata, « Big Tata – Réseau des Bibliothèques et Centres d'archives LGBTQIA+ », 16 mars, 2025, <https://bigtata.org/>. □□
6. Clémence Harter, «Big Tata», *L'Archigai*, 33 (2023) : 7. [https://agq.qc.ca/documents/archigai/Archigai\\_no33\\_2023.pdf](https://agq.qc.ca/documents/archigai/Archigai_no33_2023.pdf). □□
7. Bien que le site Web officiel de Big Tata ne liste que 18 organismes, une publication de mai 2024 sur le réseau X contient le logo de 19 partenaires. La librairie itinérante Les Guérillères semble être le dernier centre de documentation à avoir rejoint le collectif. Voir : Mémoire des sexualités – Marseille, publication sur le réseau X, 9 mai, 2024, [https://x.com/mds\\_marseille/status/1788556810368278970](https://x.com/mds_marseille/status/1788556810368278970). □□
8. Cela est notamment visible sur la page X de Big Tata. Voir : Big Tata, publication sur le réseau X, 24 juin, 2024, <https://x.com/bigtataqueer/status/1805302741943959894>. □□
9. Simone Beaudry-Pilotte, en conversation avec l'auteur, 13 janvier 2025. □□
10. Simone Beaudry-Pilotte, en conversation avec l'auteur, 13 janvier 2025. □□
11. Simone Beaudry-Pilotte, «Catalogage des périodiques», *L'Archigai*, 33 (2023) : 7. [https://agq.qc.ca/documents/archigai/Archigai\\_no33\\_2023.pdf](https://agq.qc.ca/documents/archigai/Archigai_no33_2023.pdf). □□
12. Lors de la formation des bénévoles pour le catalogage, il s'agit d'un point hautement important. L'inscription du pays «Canada» est faite à deux reprises afin de s'assurer que la mention soit nette et claire. Cela est aussi indiqué clairement dans le *Guide pratique pour l'indexeur*, qui sert de document de référence aux bénévoles. L'information doit être placée à la

- section 102 – «Pays de publication ou de production» et à la section 210 – «Publication, production, diffusion, etc.». □□
13. Serge Fisette, *L'homosexualité masculine au Québec : De la Nouvelle-France à nos jours* (Montréal : Québec Amérique, 2021), 22. □□
  14. Chamberland et Garneau, *loc. cit.*, 23. □□
  15. L'historiographie québécoise sur les minorités sexuelles est en développement depuis quelques années. Voir, notamment : Dominic Dagenais, *Grossières indécentes : pratiques et identités homosexuelles à Montréal, 1880-1929* (Montréal : McGill-Queen's University Press, 2020)□; Serge Fisette, *op. cit.*□; Gary Kinsman, *The Regulation of Desire : Queer Histories, Queer Struggles* (Montréal : Concordia University Press, 2024). □□
  16. Harter, *loc. cit.*, 7. □□
  17. Ross Higgins, *De la clandestinité à l'affirmation : pour une histoire de la communauté gaie montréalaise* (Montréal : Comeau & Nadeau, 1999), 83. □□
  18. Irène Demczuk et Frank W. Remiggi, «Introduction» dans *Sortir de l'ombre : histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, dirs. Irène Demczuk et Frank W. Remiggi (Montréal : VLB, 1998), 13. □□
  19. Cvetkovich, *op. cit.*, 8. □□
  20. Chamberland et Garneau, *loc. cit.*, 25. □□
  21. Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal, «Bibliothèque», 16 mars, 2025, <https://ccglm.org/bibliotheque/>. □□
  22. Chamberland et Garneau, *loc. cit.*, 29. □□
  23. Harter, *loc. cit.*, 7. □□
  24. Organisation internationale de la francophonie, «93 Etats et gouvernements», 16 mars, 2025, <https://www.francophonie.org/node/125>. □□
  25. En se référant au dernier rapport *State-Sponsored Homophobia* de la International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, and Intersex Association, publié en 2020, il est possible de remarquer que parmi les 56 pays membres de la francophonie, 16 criminalisent encore officiellement l'homosexualité. C'est sans compter les nombreux pays où cela est décriminalisé, mais où la stigmatisation reste très puissante. Les développements récents aux États-Unis, notamment le *Florida Parental Rights in Education Act* de 2022, qui censure les réalités *queer* dans les écoles floridiennes, permettent d'ailleurs de constater la fragilité du progrès partout dans le monde. Voir : Lucas Ramon Mendos, Kellyn Botha, Rafael Carrano Lelis, Enrique López de la Peña, Iliia Savelev et Daron Tan, *State-Sponsored Homophobia 2020 : Global Legislation Overview Update* (Genève : ILGA, 2020); Cathryn M. Oakley, «

Curriculum Censorship of LGBTQ+ Identity : Modern Adaptation of Vintage 'Save Our Children' Rhetoric Is Still Just Discrimination », *Loyola University Chicago Law Journal* 54, 2 (2023): 641–681.

<https://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/lucj54&id=658&collection=journals>. □□

26. Keguro Macharia, « Archive and method in Queer African Studies », *Agenda* 29, 1 (2015): 141. <https://doi.org/10.1080/10130950.2015.1010294>. □□
27. Chamberland et Garneau, *loc. cit.*, 28. □□
28. Macharia, *loc. cit.*, 141. □□
29. Harter, *loc. cit.*, 7. □□